

# Le Mandat de protection future

Christophe Arbus – Stéphanie Bîmes-Arbus

# Introduction

- La principale innovation de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs et entrée en vigueur en janvier 2009
- Une mesure **conventionnelle** pour respecter la **volonté individuelle** des patients
- Une double nature juridique :
  - Un mandat lors de sa conclusion
  - Une protection juridique lors de son ouverture

# Introduction

- Système comparable à la personne de confiance (loi 4 mars 2002) et aux directives anticipées (Loi Claeys-Léonetti)
- Objectif : replacer la personne au centre du dispositif de protection
- Favoriser l'autonomie de la personne et anticiper sa propre incapacité

# Introduction

- Mandat : une convention par laquelle une personne donne à une autre le pouvoir de faire pour elle, un ou plusieurs actes juridiques
- Le MPF est soumis aux dispositions générales du Code civil relatives au mandat (art.477 à 494 C.civ)

# Introduction

- Application du principe de liberté contractuelle
- Application du principe de subsidiarité (art.428 C.civ)
  - Le MPF s'imposera au juge des tutelles s'il est saisi d'une demande de protection à moins qu'il considère que ce mandat ne protège pas assez la personne

# Objectifs du MPF

- Permettre à une personne d'organiser sa protection (ou celle d'autrui) ainsi que celle de ses biens lorsqu'elle ne sera plus en état de le faire
- Eviter l'ouverture d'une mesure judiciaire de protection
- Faire prévaloir sa volonté individuelle
- Limiter les interventions extérieures traumatisantes pour le sujet âgé

# Qui peut conclure un MPF?

- Les familles d'enfants handicapés ou de malades mentaux
- **Le sujet âgé** qui veut anticiper les difficultés de la vieillesse
- Toute personne majeure ou mineure émancipée à la condition qu'elle ne soit pas sous tutelle
- Une personne sous curatelle avec l'assistance de son curateur (ex : début de MA)

# Modalités de fonctionnement du MPF

- Acteurs : un mandant, un mandataire, une personne qui contrôle, le juge
- Mandat pour soi même ou pour autrui
- Mandat **général** (protection de la personne et de ses biens) ou **limité**
- Mandat **sous seing privé** ou **acte notarié** (quand il est demandé par le dernier vivant des père ou mère d'un enfant handicapé)
- Représentation patrimoniale et non point assistance: « mandat de représentation »

# Modalités de fonctionnement du MPF

- Si MPF conclu par acte notarié:
  - Le champ de la protection comprend des actes de disposition du patrimoine
- Si MPF sous seing privé:
  - Pcpe: le champ de la protection est limité aux seuls actes conservatoires ou d'administration
  - Exception : saisine pour autorisation du juge des tutelles pour la réalisation d'un acte de disposition
  - Soit établi selon un modèle obligatoire défini par Décret en CE
  - Soit établi avec l'aide d'un avocat

# Modalités de fonctionnement du MPF

- La mise en œuvre du mandat pour autrui ne peut se faire qu'à la majorité de l'enfant handicapé
- Le mandataire peut être une personne physique ou morale
  - Liberté de choix de la personne physique, pas de hiérarchie.
- Le mandat est conclu pour une **durée indéterminée** mais les parties sont libres de revenir sur leur volonté tant que le mandat n'a pas été mis en oeuvre

# Déclenchement du MPF

- Perte des capacités mentales ou corporelles du majeur à **décider valablement ou à exprimer sa volonté, incapacité à pourvoir seul à ses intérêts** (certificat médical circonstancié art 425 C. Civ)
- Protection pour **cause médicale prouvée**

# Déclenchement du MPF

- Vérification par le greffier de la régularité apparente du mandat
- Visa du mandat par le greffier
- Effet du mandat à compter du jour de sa présentation
- Publication par une inscription sur un registre spécial dont les modalités seront réglées par un décret en CE (non paru)

# La protection de la **personne** du mandant

- **Le principe: le respect de l'autonomie**
  - le mandant continue de prendre lui même, **dans la mesure où son état le permet**, les décisions personnelles le concernant et ce après avoir reçu **toute information utile** de la part du **mandataire** (459 C.civ)
- Double **information** de la personne, par le mandataire et par le professionnel de santé
- Cela suppose aussi que le professionnel a informé le mandataire

# La protection de la personne du mandant

- Les exceptions au principe:
  - si impossibilité pour le mandant de prendre une décision éclairée:
    - On respecte le choix du mandant quant au rôle du mandataire (voir formulaire)
    - le juge pourra prévoir l'assistance voir autoriser la représentation par le mandataire de la personne protégée
  - Actes portant atteinte à l'intégrité corporelle ou à l'intimité de sa vie privée : intervention du juge

# La protection de la personne du mandant

- Le mandant peut exprimer ses préférences dans tel ou tel domaine de sa **vie personnelle**:
  - en matière de logement; sur le maintien de ses relations personnelles avec des tiers; sur ses loisirs etc
  - Si un litige survient relatif au choix du lieu de résidence le mandataire peut solliciter l'arbitrage du juge
- Le mandataire ne peut prendre les décisions strictement personnelles (actes de l'autorité parentale; filiation...)

# La protection de la personne du mandant

- Donc, la loi prévoit plusieurs hypothèses où **le juge des tutelles doit être saisi** après la mise en œuvre du mandat:
  - En matière de protection de la personne (**intégrité corporelle, intimité de sa vie privée**)
  - **Lieu de résidence**

# Les autres décisions du juge dans le cadre du MPF

- Il peut répondre à une requête en donnant ou non son autorisation à l'acte
- Il peut compléter le mandat s'il estime qu'il ne couvre pas assez les besoins de protection du mandant
- Il peut suspendre ou révoquer le mandat et ouvrir d'office une mesure de protection judiciaire

# Fin du MPF

- Le décès de la personne protégée
- Le placement de la personne sous tutelle ou curatelle
- Le décès du mandataire
- La révocation du mandat sur décision du juge des tutelles
- Le rétablissement des facultés personnelles de la personne protégée
  - Attesté par un certificat médical circonstancié établi par un médecin choisi sur une liste

# Conclusion

- Inconvénients:
  - Méconnaissance du MPF par les professionnels de santé
  - Peu utilisé; depuis 2009 seuls 2753 MPF mis en oeuvre
- Avantages:
  - Souplesse du dispositif
  - Respect de la volonté individuelle
  - Anticipation des difficultés liées au vieillissement